

[Text]

Mr. Wilson told us that the government is thoroughly convinced that the annual deficit must be reduced. The witness made reference just now to support for cutting the debt. Mr. Wilson also said that there had been dramatic reductions in federal spending for the purchase of goods and services, aside from interest on the debt; that the transfers to the provinces are increasing as a result of synchronization with federal spending for its own purposes, aside, of course, from the income on the debt; and that the time had come to bring these transfers for certain purposes, although not all of them, closer into line with what the federal government is doing with respect to its own purchases and that led to a decision to put a cap on the transfers to three of the provinces, Ontario, Alberta and British Columbia for the next two years.

The witness had raised many interesting and important points but I guess Mr. Wilson would say to him, "Yes, I hear all that, but we have this problem with the deficit." Is Mr. Wilson wrong in his reasoning? Would it have been fairer, given the fact that CAP is a national program, if he had capped contributions to all the provinces, perhaps putting a less stringent control on some but affecting the contributions of all the provinces?

Mr. Goldberg: Mr. Wilson is both right and wrong, and that is not an unusual thing to be saying. It is true that the federal spending, in terms of its current operating budget, clearly shows a surplus, once you leave out interest payments. They have cut spending in certain areas. The transfers to the provinces under the three programs, including health and post-secondary education, have grown because of demands for those services. That has increased the federal share and it has increased provincial shares in these programs. I have some sympathy with the federal government as its responsibility relates to health and post-secondary education programs because they are seen to be provincial programs and often the provincial governments receive all the kudos and the federal government receives all of the blame. This was a problem with the Liberal government and it is a problem with the Conservative government.

However, instead of thinking of those programs in a defence-arena environment, if we think of them in a social arena, then they draw us together as Canadians. We are going through a post-Meech turmoil and we have to consider what holds us together as a country.

In November, I was asked to speak on a panel before a Progressive Conservative policy conference in British Columbia. I am not a member of any political party but it was very interesting to speak there and to hear the concerns of the audience. They raised three main concerns. One was the deficit, and I think we are all concerned about the deficit and the way it is eroding our capacity to fund our programs. The

[Traduction]

témoin de nous indiquer où se trouve la faille dans cet argument.

M. Wilson nous a déclaré que le gouvernement est fermement convaincu de la nécessité de réduire le déficit annuel. Le témoin vient de mentionner le soutien face à la réduction du déficit. M. Wilson a aussi affirmé que les dépenses fédérales consacrées à l'achat de biens et services lorsque les intérêts sur la dette sont exclus ont dégringolé; que les transferts aux provinces augmentent par suite de l'harmonisation avec les dépenses fédérales aux fins propres du gouvernement fédéral, quand on exclut les recettes sur la dette; et que le moment était venu d'aligner davantage des transferts à fins déterminées, mais pas tous, sur les efforts déployés par le gouvernement au chapitre de ses dépenses, ce qui l'amenait à plafonner les transferts à trois provinces, soit l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, pour les deux prochaines années.

Le témoin a soulevé de nombreux arguments intéressants et importants, mais M. Wilson lui rétorquerait probablement qu'il les a déjà tous entendus et qu'il faut régler le problème du déficit. Est-ce que M. Wilson a tort de raisonner comme il le fait? Aurait-il été plus équitable, étant donné que le Régime d'assistance publique du Canada est un programme national, de plafonner les contributions à toutes les provinces et peut-être d'imposer des mesures d'austérité moins rigoureuses pour certaines provinces mais touchant toutes les provinces?

M. Goldberg: Monsieur Wilson a tort et raison à la fois, et l'affirmer n'a rien d'inhabituel. Il est vrai que les dépenses fédérales, par rapport au budget de fonctionnement actuel, affichent clairement un excédent quand on exclut les paiements d'intérêts. Le gouvernement a réduit les dépenses dans certains domaines. Les transferts aux provinces aux termes de trois programmes, dont la santé et l'enseignement postsecondaire, ont augmenté par suite de la demande de ces services. Il en est résulté une hausse de la part fédérale et de la part provinciale dans ces programmes. J'ai une certaine sympathie pour le gouvernement fédéral en ce qui concerne sa responsabilité envers les programmes de santé et d'enseignement postsecondaire parce qu'ils sont considérés comme des programmes provinciaux et que les gouvernements provinciaux reçoivent souvent tous les éloges et le gouvernement fédéral tout le blâme. Ce problème existait quand les Libéraux étaient au pouvoir et il existe encore maintenant que les Conservateurs les ont remplacés.

Mais si, au lieu de songer à ces programmes en nous mettant sur la défensive, nous y réfléchissons en fonction d'un point de vue social, nous constatons que ces programmes nous rassemblent en tant que Canadiens. Nous vivons actuellement une période tourmentée par suite de l'échec de l'Accord du lac Meech et nous devons envisager ce qui nous unit en tant que pays.

J'ai été invité, en novembre dernier, à prendre la parole au cours d'un congrès d'orientation du Parti progressiste-conservateur en Colombie-Britannique. Je ne suis membre d'aucun parti mais il était très intéressant de m'exprimer à cette tribune et d'entendre les préoccupations des participants. Ils ont soulevé trois principales questions. La première était le déficit, et je pense que nous nous soucions tous du déficit et de la façon